

PLAN STRATÉGIQUE DE PAYS POUR LE ZIMBABWE (2017–2021)



PROJET

Consultation informelle

5 septembre 2016

**Programme alimentaire mondial
Rome, Italie**

Résumé

Le plan stratégique du PAM pour le Zimbabwe (2017–2021) aborde les problèmes de sécurité alimentaire et de nutrition, et propose des mesures prioritaires fondées sur l'expérience, les discussions avec le Gouvernement, les donateurs et les partenaires, les constatations issues de l'examen stratégique de l'initiative Faim zéro et une évaluation des possibilités de financement. Tout en maintenant ses fortes capacités en matière d'assistance humanitaire, la stratégie vise à concentrer les activités du PAM sur l'appui des programmes nationaux à long terme de protection sociale et de renforcement de la résilience visant à éliminer la faim.

Le PAM tirera profit de son travail novateur dans les domaines de la connaissance et de la production de données factuelles, tout en mettant davantage l'accent sur le renforcement des systèmes et des institutions qui sont en dernier ressort responsables de l'action menée pour venir durablement à bout de la faim au Zimbabwe.

Compte tenu de la persistance de taux élevés de dénutrition chronique dans le pays, une approche à dimension nutritionnelle a été adoptée dans tous les domaines couverts par les programmes. Le PAM utilisera des analyses des questions liées à la problématique hommes-femmes et à la protection pour éclairer la gestion de la mise en œuvre et veiller à ce que le principe consistant à ne pas nuire soit appliqué dans le cadre de toutes les activités menées.

Le PAM au Zimbabwe adopte une démarche "minimaliste" qui privilégie la qualité à l'ampleur de la couverture. Cette approche permet d'harmoniser les activités, de les recentrer sur certaines zones géographiques, et de les relier à des options de financement innovantes afin de maximiser l'impact.

Le présent plan stratégique de pays aidera le Gouvernement à obtenir les effets directs stratégiques suivants:

1. les populations exposées à l'insécurité alimentaire, y compris les réfugiés, dans les districts les plus touchés sont en mesure de satisfaire leurs besoins alimentaires et nutritionnels essentiels lors de graves chocs saisonniers ou d'autres facteurs de perturbation;
2. l'évolution de la prévalence du retard de croissance chez les enfants dans les districts prioritaires est conforme aux objectifs nationaux et internationaux d'ici à 2025;
3. les ménages ruraux et les petits exploitants en situation d'insécurité alimentaire parviennent à instaurer la sécurité alimentaire et résistent mieux aux chocs et aux stress saisonniers;
4. le système de protection sociale au Zimbabwe permet aux populations exposées à la vulnérabilité chronique de subvenir à leurs besoins essentiels toute l'année;
5. les programmes d'aide humanitaire et de développement au Zimbabwe sont soutenus par des services efficaces et d'un bon rapport coût-efficacité liés à la chaîne d'approvisionnement.

Le PAM œuvrera de concert avec un large éventail d'acteurs pour obtenir ces effets directs stratégiques. Le Gouvernement demeurera son principal partenaire, mais il travaillera aussi en collaboration avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, le Fonds des Nations Unies pour la population, l'Organisation mondiale de la Santé, le mouvement Renforcer la nutrition et la Banque mondiale.

Le plan est conforme aux modules du Programme du Zimbabwe pour une transformation socioéconomique durable pour 2013-2018 relatifs à la sécurité alimentaire et nutritionnelle, et aux services sociaux et à l'élimination de la pauvreté. Il est incorporé au Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement établi pour le Zimbabwe (2016–2020) et contribue à la réalisation des résultats stratégiques 1, 2, 4, 5 et 8 du Plan stratégique du PAM pour 2017–2021¹; il est associé à la note du marqueur de l'égalité hommes-femmes 2a.

¹ Voir <http://documents.wfp.org/stellent/groups/public/documents/resources/wfp286397.pdf>.

Analyse du pays

Contexte

1. Le Zimbabwe est un pays enclavé à faible revenu et à déficit vivrier comptant 15,6 millions d'habitants², qui se classe au 155^{ème} rang sur 188 pays selon l'indice de développement humain de 2015 et au 85^{ème} rang sur 104 pays d'après l'indice de la faim dans le monde de 2015. L'espérance de vie est de 58 ans³, la mortalité maternelle s'élève à 614 décès pour 100 000 naissances vivantes et la mortalité des enfants de moins de 5 ans est de 75 pour 1 000 naissances⁴. La prévalence du VIH, qui est de 13,7 pour cent, est en baisse⁵. Le taux d'alphabétisation est de 97 pour cent⁶.
2. Le produit intérieur brut a diminué de moitié entre 2000 et 2008, en particulier pendant la période d'hyperinflation de 2007–2008, mais l'économie s'est depuis lors redressée, enregistrant une croissance annuelle de 8,7 pour cent entre 2009 et 2012. Cette croissance a depuis lors ralenti en raison du changement climatique et des termes de l'échange de moins en moins favorables⁷. Les sanctions imposées par certains pays donateurs se poursuivent, mais celles appliquées par d'autres, comme l'Union européenne, ont été allégées, ce qui a ouvert la voie à un accroissement des échanges.
3. Les femmes et les filles représentent 52 pour cent de la population. Le taux de fécondité est de 3,8 enfants par femme, et la composition moyenne des ménages est de 4,2 personnes. Les inégalités entre les sexes ont reculé, mais elles demeurent importantes dans certains secteurs; selon le Rapport sur le développement humain 2015, l'indice d'inégalités entre les sexes est de 0,504, ce qui place le Zimbabwe au 112^{ème} rang sur 155 pays.

Situation en matière de sécurité alimentaire et de nutrition

4. La situation en matière d'alimentation et de nutrition est considérée comme "grave" d'après l'indice de la faim dans le monde de 2015. Le Zimbabwe a atteint certains objectifs du Millénaire pour le développement, mais n'a pas réalisé le premier, consistant à réduire de moitié, d'ici à 2015, la proportion de la population qui vit dans l'extrême pauvreté et qui souffre de la faim. Il rencontre d'immenses difficultés à atteindre le deuxième objectif de développement durable axé sur l'élimination de la faim⁸.

Accès à la nourriture

5. L'accès des ménages à la nourriture est freiné par divers facteurs: pauvreté, diminution des envois de fonds, faible productivité, insuffisance des possibilités d'emploi, prix des produits alimentaires élevés, bouleversements climatiques récurrents, instabilité économique, ralentissement de la croissance, déflation et liquidités insuffisantes.
6. En 2009–2014, 1 million de personnes par an en moyenne, soit 8,3 pour cent de la population, étaient en situation d'insécurité alimentaire, parmi lesquelles 38 pour cent l'étaient de manière chronique⁹. La situation s'est améliorée depuis les dix dernières années, l'insécurité alimentaire touchant alors parfois plus de la moitié de la population.

² Voir <http://data.worldbank.org/country/zimbabwe>.

³ *Ibid.*

⁴ Agence nationale de la statistique du Zimbabwe. 2014. *Multiple Indicator Cluster Survey 2014: Key Findings Report*. Harare.

⁵ Conseil national chargé du sida, 2014.

⁶ Agence nationale de la statistique du Zimbabwe. 2013. *Census 2012: National Report*. Harare.

⁷ Voir <http://www.worldbank.org/en/country/zimbabwe/overview#1>.

⁸ Ministère de la planification économique et de la promotion de l'investissement du Zimbabwe et Nations Unies. 2013. *Millennium Development Goals Progress Report*. Harare.

⁹ Analyse intégrée du contexte réalisée par le PAM et le Conseil national de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, 2015.

7. Les pluies irrégulières provoquent des pics d'insécurité alimentaire tous les quatre à cinq ans¹⁰. Le récent épisode El Niño a entraîné des pertes de récoltes de grande ampleur, ce qui a accentué l'insécurité alimentaire: 2,8 millions de personnes se trouvaient en situation d'insécurité alimentaire pendant la période de soudure 2015/16, soit trois fois plus que l'année précédente, et les prix du maïs ont augmenté de 75 pour cent lorsque les besoins d'importation ont culminé^{11,12}.
8. On estime que 62,6 pour cent des Zimbabwéens vivent au-dessous du seuil de pauvreté et que 16 pour cent vivent dans l'extrême pauvreté. Dans les zones rurales, 30 pour cent de la population est extrêmement pauvre et 76 pour cent pauvre; 38 pour cent de la population urbaine est touchée par la pauvreté¹³.
9. L'insécurité alimentaire se concentre principalement dans les régions frontalières du sud et de l'ouest, où la terre est moins productive, où la population est tributaire des marchés pour s'approvisionner et où les prix, pendant les périodes de soudure, peuvent être de 45 pour cent supérieurs à ceux pratiqués ailleurs. La combinaison de la pauvreté et du haut niveau des prix des denrées est l'un des principaux facteurs de l'insécurité alimentaire¹⁴.

Nutrition

10. La prévalence de la dénutrition est élevée. L'Organisation mondiale de la Santé (OMS) juge que le niveau des taux de malnutrition aiguë est "acceptable", mais celui des taux actuels d'insuffisance pondérale et de retard de croissance, qui s'élèvent respectivement à 11 pour cent et à 28 pour cent, est jugé "médiocre"¹⁵. Les garçons sont davantage sous-alimentés que les filles¹⁶, et les enfants dans les zones rurales le sont plus que ceux qui vivent en milieu urbain. La prévalence de l'excès pondéral, qui est de 3,6 pour cent chez les enfants de moins de 5 ans et de 33,3 pour cent chez les femmes, indique que le pays doit faire face au double fardeau de la malnutrition¹⁷.
11. Les taux de retard de croissance élevés enregistrés dans les régions connaissant une faible insécurité alimentaire et une bonne production agricole montrent que l'accès à des quantités de céréales suffisantes ne garantit pas la sécurité nutritionnelle¹⁸, et que le retard de croissance peut être lié à des problèmes de santé¹⁹: l'alimentation est souvent peu diversifiée et la consommation de nutriments essentiels est insuffisante. Seuls 8,4 pour cent des enfants de 6 à 23 mois reçoivent une alimentation minimum acceptable²⁰; les mauvaises pratiques d'alimentation, la morbidité, les difficultés d'accès aux services de santé et le manque d'eau salubre et d'installations d'assainissement contribuent également à cette situation.

¹⁰ PAM. 2014. *Results of Exploratory Food and Nutrition Security Analysis*. Harare.

¹¹ PAM. 2015. *El Nino Update. December 2015*. Harare.

¹² Nations Unies. 2016. *Humanitarian Response Plan - Zimbabwe*. Harare.

¹³ Agence nationale de la statistique du Zimbabwe. 2013. *Poverty, Income, Consumption and Expenditure Survey: 2011/2012 Report*. Harare.

¹⁴ PAM. 2014. *Results of Exploratory Food and Nutrition Security Analysis*. Harare.

¹⁵ OMS. 2010. *Nutrition Landscape Information System: Country Profile Indicators: Interpretation Guide*. Genève.

¹⁶ Selon l'enquête en grappes à indicateurs multiples de 2014, la prévalence du retard de croissance est de 31,1 pour cent chez les garçons et de 24,1 pour cent chez les filles.

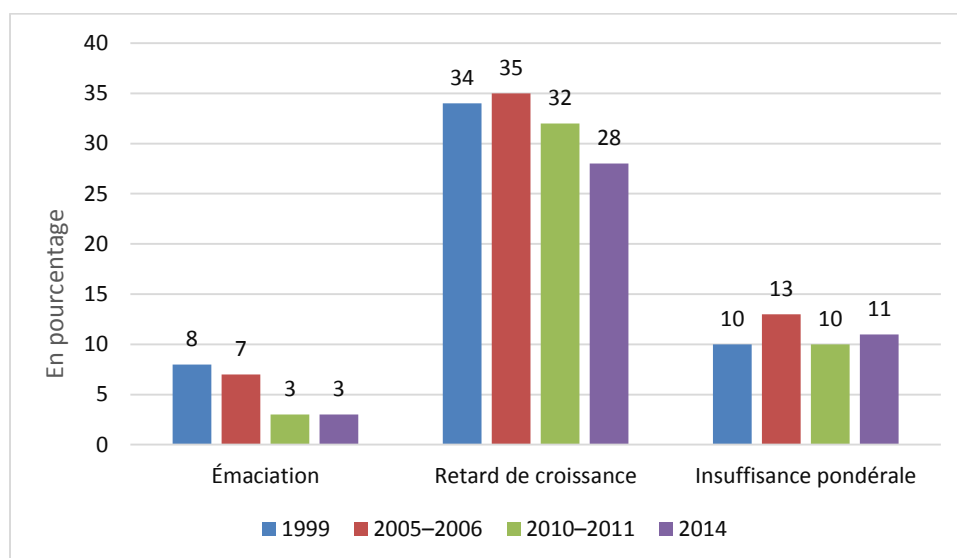
¹⁷ Agence nationale de la statistique du Zimbabwe. 2012. *Zimbabwe Demographic and Health Survey, 2010–11*. Harare.

¹⁸ Gouvernement zimbabwéen et FAO. 2012. *Country Programme Framework, 2012–2015*. Harare.

¹⁹ Conseil de l'alimentation et de la nutrition et PAM. 2014. *Integrated Context Analysis*. Rome.

²⁰ Gouvernement zimbabwéen. 2010. *National Nutrition Survey, 2010*. Harare.

Figure 1: Évolution de la dénutrition chez les enfants de moins de 5 ans



12. La consommation d'aliments riches en micronutriments est faible, car le maïs est l'aliment de base. La prévalence de la carence en vitamine A se chiffre à 19 pour cent chez les enfants de moins de 5 ans²¹, mais la malnutrition est rarement reconnue à moins que l'émaciation des enfants ne soit manifeste; la prévalence de l'anémie est de 70 pour cent chez les enfants de moins de 2 ans et ne s'est pas améliorée au cours des 10 dernières années²². Parmi les femmes en âge de procréer, 61 pour cent souffrent d'une carence en fer et 23 pour cent d'une carence en vitamine A²³. Les besoins en fer, en zinc et en calcium ne sont pas satisfaits, mais l'apport de suppléments nutritifs, accompagné de la diffusion de notions complémentaires sur l'alimentation, peut répondre aux besoins des enfants de moins de 2 ans et aux mères²⁴. Une étude des personnes vivant avec le VIH réalisée en 2014 a fait apparaître que leur insécurité alimentaire était fortement liée à la malnutrition²⁵.

Productivité et revenus des petits agriculteurs

13. L'agriculture, dont 70 pour cent de la population est tributaire, représente 20 pour cent du produit intérieur brut²⁶. Dominée par de grandes exploitations commerciales, elle a été transformée par les réformes agraires de 2000: 98 pour cent des agriculteurs sont de petits exploitants qui cultivent 73 pour cent des terres agricoles et sont essentiellement organisés au sein du syndicat des agriculteurs du Zimbabwe²⁷. La petite agriculture se caractérise par une faible productivité, des difficultés d'accès aux marchés et un manque de compétitivité²⁸, l'insuffisance des services de vulgarisation, des conditions météorologiques souvent défavorables et un faible accès aux financements et aux intrants.
14. Les femmes représentent 60 pour cent de la main-d'œuvre agricole, mais elles possèdent seulement 19 pour cent des exploitations commerciales, disposent de droits d'usage sur 45 pour cent des parcelles dans les zones communales et ne sont généralement pas en mesure de prendre

²¹ Conseil de l'alimentation et de la nutrition. 2014. *Zimbabwe National Nutrition Strategy*. Harare.

²² OMS. 2010. *Nutrition Landscape Information System: Country Profile Indicators: Interpretation Guide*. Genève.

²³ Gouvernement zimbabwéen et FAO. 2012. *Country Programme Framework, 2012-2015*. Harare.

²⁴ Johns Hopkins Bloomberg School of Public Health. 2012. *ZVITAMBO: Zimbabwe Vitamin A for Mothers and Babies Project*. Baltimore, MD, États-Unis d'Amérique.

²⁵ Ministère de la santé et de la protection de l'enfance. 2014; WHO Global Tuberculosis Report. 2014. *Nutrition assessment and vulnerability profiling study of people living with HIV, 2014*. Harare.

²⁶ Gouvernement zimbabwéen. 2011. *Zimbabwe Medium-Term Plan, 2011-2015*. Harare.

²⁷ Banque mondiale. 2009. *Zimbabwe Agrarian Sector Baseline Information Study*. Harare.

²⁸ Gouvernement zimbabwéen et FAO. 2012. *Country Programme Framework, 2012-2015*. Harare.

des décisions concernant les achats, les emprunts ou la vente²⁹; les biens détenus et les titres fonciers étant utilisés comme garanties pour bénéficier de prêts, les femmes se retrouvent encore plus désavantagées³⁰.

15. Étant donné que de nombreux hommes migrent dans les villes et les pays voisins en quête de travail, 42,6 pour cent des ménages agricoles sont dirigés par une femme³¹. Les envois de fonds constituent une source majeure de revenus non agricoles pour les ménages ruraux³². Les femmes complètent généralement le revenu des ménages en travaillant comme ouvrières agricoles.
16. Les problèmes rencontrés après la récolte entraînent d'importantes pertes de produits alimentaires: 60 pour cent des ménages ruraux stockent leurs cultures vivrières dans des installations non améliorées. Bien que 63 pour cent de la population rurale est consciente des risques sanitaires liés à la consommation de vivres avariés, il n'en demeure pas moins que la majeure partie du maïs dont la couleur, l'odeur ou le goût s'est modifié est consommée³³.

Systèmes de production alimentaire durables et pratiques agricoles résilientes

17. Le maïs est cultivé par 80 pour cent des ménages ruraux,³⁴ mais le déficit céréalier est de 382 000 tonnes par an. Le rendement de maïs, qui est de 0,79 tonne par hectare, est bien inférieur à la moyenne régionale. L'arachide est la deuxième culture principale, suivie du sorgho; le tabac et le coton constituent les principales cultures de rapport³⁵. Le Conseil national de commercialisation des céréales fixe le prix du maïs, mais de nombreux producteurs, découragés par les retards systématiques de règlement, vendent leur production sur d'autres marchés ou se tournent vers des cultures marchandes, comme le tabac, qui sont soumises à des règles moins rigoureuses.
18. Dans les régions à déficit vivrier, les petits commerçants rencontrent des problèmes dus à des défauts d'efficacité et à des coûts de transaction élevés³⁶. Les marchés sont très localisés en raison de la pratique courante des ventes informelles et du troc. Des négociants privés commencent à acheter des quantités modérées aux petits exploitants et à développer les liens entre les marchés et les producteurs³⁷. Les importations de maïs contribuent à combler le déficit céréalier.
19. Selon les prévisions, les précipitations seront de plus en plus irrégulières. La déforestation provoquée par l'accroissement de la population, l'expansion urbaine et la coupe de bois de feu a dégradé les terres et diminué la fertilité des sols dans de nombreuses régions³⁸. L'analyse intégrée du contexte 2015 a déterminé cinq catégories où converge une récurrence des taux d'insécurité alimentaire et d'exposition au risque de chocs naturels; la catégorie 1 correspond au risque le plus élevé et la catégorie 5 au risque le plus faible³⁹.

²⁹ USAID. 2012. Analyse et évaluation de la problématique hommes-femmes aux fins du programme Feed the Future. Washington.

³⁰ Agence nationale de la statistique du Zimbabwe. 2013. *Women and Men in Zimbabwe Report, 2012*. Harare.

³¹ FAO. *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture, 2010–2011*. Rome.

³² Muza, O. 2009. *Informal Employment, Gender and Vulnerability in Subsistence Based Agricultural Economies: Evidence from Masvingo in Zimbabwe*. Rome, FAO.

³³ Comité d'évaluation de la vulnérabilité au Zimbabwe (ZimVAC). 2013. Évaluation des moyens d'existence en milieu rural, projet de rapport. Harare.

³⁴ Rapports du ZimVAC sur l'évaluation des moyens d'existence en milieu rural, 2012–2014.

³⁵ ZimVAC. 2014. Évaluation des moyens d'existence en milieu rural, projet de rapport. Harare.

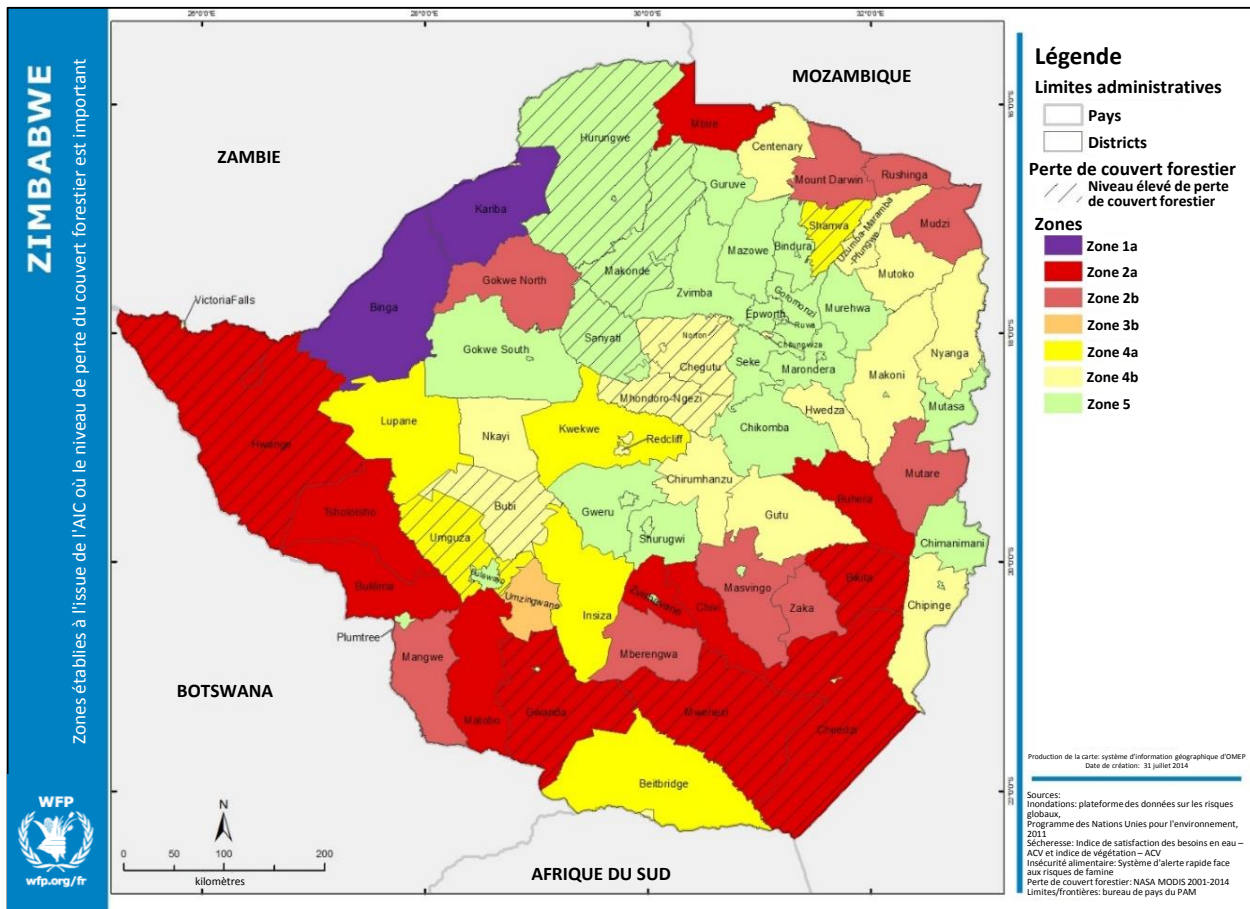
³⁶ ACDI/VOCA. 2012. *Market Mechanisms to Achieve Food Security*. Washington, USAID.

³⁷ AUSAID et Ministère britannique du développement international (DFID). 2009. *Understanding Markets in Zimbabwe*. Harare.

³⁸ Chipika, J. et Kowero, G. 2000. Deforestation of Woodlands in Communal Areas of Zimbabwe: Is it Due to Agricultural Policies? *Agriculture, Ecosystems and Environment* 79(2–3) 175–185.

³⁹ Conseil de l'alimentation et de la nutrition et PAM. 2014. *Integrated Context Analysis*. Rome.

Figure 2: Régions touchées par l'insécurité alimentaire, la vulnérabilité face aux chocs et la dégradation des terres



Mesures et cadres d'action du Gouvernement

20. Le Programme du Zimbabwe pour une transformation socioéconomique durable pour 2013–2018 (ZimASSET) envisage "une société autonome et une économie florissante". Parmi les quatre modules de ce programme figurent les suivants: i) la sécurité alimentaire et nutritionnelle, moyennant en particulier l'amélioration de la production et de la commercialisation agricole et animale, le développement des infrastructures, la gestion, la protection et la préservation de l'environnement, la nutrition, l'action publique et la législation; et ii) les services sociaux et l'élimination de la pauvreté, notamment à travers la mise en valeur du capital humain et l'autonomisation des populations, la création d'emplois et la prise en compte de la problématique hommes-femmes.
21. D'autres politiques et programmes portent sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle, l'enrichissement des aliments, la protection sociale, notamment les travaux communautaires et les transferts monétaires, et l'agriculture. Le Gouvernement fournit du maïs dans le cadre des programmes d'assistance pendant la période de soudure et le Zimbabwe a rejoint le mouvement Renforcer la nutrition (SUN), témoignant ainsi de sa volonté d'intégrer davantage des approches ayant une dimension nutritionnelle dans tous les secteurs. Le ralentissement économique met à mal la capacité du Gouvernement de remplir les engagements budgétaires formulés dans la Déclaration de Maputo et le Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine (PDDAA); l'investissement dans le secteur est dirigé par des acteurs extérieurs.

Interventions des Nations Unies et des autres partenaires

22. Le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement du Zimbabwe (ZUNDAF) établi pour la période 2016–2020 appuie le programme ZimASSET et le Programme 2030. Une évaluation du ZUNDAF 2012–2015⁴⁰ préconisait de passer du financement axé sur le redressement et la transition à des approches intégrant la résilience et la pérennisation, en particulier la réduction des risques de catastrophe, les moyens d'existence et la sécurité alimentaire.
23. En 2013 et 2014, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires et l'Office d'aide humanitaire de la Commission européenne se sont retirés du Zimbabwe, témoignant de leur volonté de changer d'orientation afin de soutenir les priorités de développement énoncées dans le programme ZimASSET. Une équipe de coordination de l'action humanitaire a été rétablie pour gérer les interventions collectives, sous la houlette du Coordonnateur résident.
24. Le PAM coordonne son travail par l'intermédiaire de l'équipe de pays des Nations Unies, qui appuie le ZUNDAF. Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le PAM et l'OMS travaillent en collaboration par l'entremise du mouvement SUN afin de réduire la malnutrition. Le Coordonnateur résident est chargé des programmes relatifs à la vulnérabilité visant à assurer la résilience des populations à long terme.
25. Les partenaires de développement recueillent des données ventilées par sexe, mais une étude récente a révélé que la problématique hommes-femmes n'était pas prise en compte⁴¹. Des mesures seront prises dans le ZUNDAF 2016–2020 pour y remédier.
26. Certains donateurs n'octroient pas de fonds directement au Gouvernement: la Banque mondiale, par exemple, limite son soutien à l'assistance technique et au système national de protection sociale. Le Gouvernement se tourne donc vers les économies émergentes pour développer les échanges et obtenir de l'aide. Plusieurs donateurs offrent une assistance par l'intermédiaire d'organisations non gouvernementales (ONG) et d'organismes des Nations Unies, et les partenaires de développement appuient des programmes de développement économique et social liés à la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Les fonds gérés par l'UNICEF dans les domaines de la santé, de l'éducation et de la protection de l'enfance appuient les programmes gouvernementaux. Les programmes bilatéraux de développement montrent les possibilités qu'offre la coopération Sud-Sud.

Contribution du PAM aux interventions nationales et enseignements tirés de l'expérience

27. L'évaluation du portefeuille d'activités du PAM réalisée en 2011 recommandait au PAM de privilégier le redressement à long terme et l'appui à l'élaboration d'un cadre national de protection sociale⁴². L'intervention prolongée de secours et de redressement, qui s'est terminée en juin 2016, portait sur les moyens d'existence, la résilience, la malnutrition aiguë et l'insécurité alimentaire pendant les périodes de soudure. En 2014, une évaluation a permis de constater que l'intervention cadrait avec les objectifs institutionnels et que l'importance accrue accordée aux transferts assortis de conditions et au renforcement de la résilience permettait d'accompagner le nouveau programme du Gouvernement en matière de transferts sociaux⁴³.
28. Un examen des programmes mené en 2014 recommandait: i) que l'aide saisonnière soit assortie de conditions et que les bénéficiaires soient intégrés dans des programmes de création d'actifs; ii) qu'une attention plus grande soit accordée à la prévention du retard de croissance; iii) que le soutien aux marchés agricoles fasse partie du portefeuille d'activités du PAM; iv) que le ciblage

⁴⁰ Nations Unies. 2014. *Independent Evaluation of the 2012–2015 ZUNDAF*. Harare.

⁴¹ USAID. 2012. *Analyse et évaluation de la problématique hommes-femmes aux fins du programme Feed the Future*. Washington.

⁴² PAM. 2012. *Zimbabwe: An Evaluation of WFP's Portfolio (2006–2010)*. Rome.

⁴³ PAM. 2014. *Rapport final de l'évaluation de IIPSR 200453*. Harare.

soit réorienté afin d'optimiser les synergies, les communications et les partenariats; et v) que des informations factuelles soient recueillies pour concourir à l'élaboration des politiques⁴⁴.

29. En 2016, une mission d'appui à la nutrition visant à appuyer l'élaboration du présent plan stratégique de pays recommandait que le PAM privilégie la production de données factuelles et aide le Gouvernement à renforcer ses capacités de livraison au niveau des districts⁴⁵; d'autres missions ont porté sur la conception d'une stratégie de développement des capacités, les possibilités d'établir des activités de coopération Sud-Sud et les moyens de faciliter la mobilisation des ressources.

Analyse des lacunes

30. L'examen stratégique de l'initiative Faim zéro au Zimbabwe a relevé des lacunes dans les domaines suivants: i) mise en œuvre des politiques et programmes; ii) interventions face aux risques climatiques et aux risques de catastrophe; iii) intégration des petits agriculteurs sur les marchés; iv) réserve stratégique des céréales; v) participation du secteur privé; vi) activités de plaidoyer destinées à mieux faire comprendre les questions relatives à la sécurité alimentaire et nutritionnelle; et vii) attention portée aux pertes et au gaspillage alimentaires.
31. Pour exploiter ses avantages comparatifs, le PAM doit donc concentrer son action sur les points suivants:
- coordination des activités avec les partenaires afin de convenir des priorités de sécurité alimentaire à long terme;
 - mise en œuvre des politiques à l'échelle des communautés, réduction de l'insuffisance des ressources financières, renforcement de la concertation avec les communautés, acquisition de données et renforcement de la participation du secteur privé;
 - mobilisation de ressources pour une sécurité alimentaire et nutritionnelle durable, sachant que seulement 1 pour cent du budget national est alloué aux questions ayant trait à la nutrition;
 - réduction des risques climatiques et des risques de catastrophe, en encourageant plus particulièrement le Gouvernement et le secteur privé à investir, et amélioration du suivi de la sécurité alimentaire et nutritionnelle lié aux alertes rapides;
 - systèmes d'appui à l'agriculture, notamment en ce qui concerne la production et la commercialisation par les petits exploitants;
 - incitations, structures et systèmes relatifs aux marchés afin que les personnes en situation d'insécurité alimentaire soient en mesure d'acheter des vivres leur permettant d'avoir un régime alimentaire sain;
 - gestion des terres et amélioration des actifs agricoles, tels que les systèmes d'irrigation.

Orientation stratégique du PAM au Zimbabwe pour 2017–2021

32. Le présent plan stratégique de pays se fonde sur les enseignements tirés de l'expérience, les discussions avec le Gouvernement, les donateurs et les partenaires, les constatations issues de l'examen stratégique de l'initiative Faim zéro et une évaluation des possibilités de financement. Tout en maintenant ses capacités en matière d'assistance humanitaire, le PAM entend appuyer le redressement à long terme et la résilience, et remédier aux causes profondes de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition.
33. Le plan concorde avec les modules du programme ZimASSET relatifs à la sécurité alimentaire et nutritionnelle, aux services sociaux et à l'élimination de la pauvreté, et est incorporé dans le ZUNDAF pour la période 2016–2020. Il rend opérationnel le Plan stratégique du PAM pour

⁴⁴ PAM. 2014. *Findings and Recommendations: Strategic Programme Review Mission to Zimbabwe*. Rome.

⁴⁵ PAM. 2016. *Nutrition Support Mission to Zimbabwe Country Office: 3-12 May 2016*. Rome.

2017-2021 au Zimbabwe et contribue à la réalisation des résultats stratégiques 1, 2, 4, 5 et 8 du PAM⁴⁶.

Orientation, priorités et effets directs escomptés

34. Le plan stratégique de pays énonce les intentions du PAM et détermine les domaines d'investissement nécessaires pour obtenir les effets proposés. Il est intégré dans les programmes nationaux de protection sociale et de renforcement de la résilience destinés à éliminer la faim.
35. Le plan vise à aider le Gouvernement à obtenir les effets directs stratégiques suivants:
 1. les populations exposées à l'insécurité alimentaire, y compris les réfugiés, dans les districts les plus touchés sont en mesure de satisfaire leurs besoins alimentaires et nutritionnels essentiels lors de graves chocs saisonniers ou d'autres facteurs de perturbation;
 2. l'évolution de la prévalence du retard de croissance chez les enfants dans les districts prioritaires est conforme aux objectifs nationaux et internationaux d'ici à 2025;
 3. les ménages ruraux et les petits exploitants en situation d'insécurité alimentaire parviennent à instaurer la sécurité alimentaire et résistent mieux aux chocs et aux stress saisonniers;
 4. le système de protection sociale au Zimbabwe permet aux populations exposées à la vulnérabilité chronique de subvenir à leurs besoins essentiels toute l'année;
 5. les programmes d'aide humanitaire et de développement au Zimbabwe sont soutenus par des services efficaces et d'un bon rapport coût-efficacité liés à la chaîne d'approvisionnement.
36. La démarche "minimaliste" adoptée par le PAM permet d'harmoniser les activités, de les recentrer sur certaines zones géographiques, et de les relier à des options de financement innovantes. L'approche à dimension nutritionnelle intégrée dans tous les programmes s'attaque à la dénutrition chronique généralisée. La mise en œuvre des programmes applique le principe consistant à "ne pas nuire" et comprendra des analyses de la problématique hommes-femmes et de la protection.

Effet direct stratégique 1

37. Du fait de leur exposition à des niveaux élevés de risque de catastrophe et du manque de capacités pour gérer de tels risques, les ménages pauvres sont pris dans le cercle vicieux de l'insécurité alimentaire et de la pauvreté qui dégénère rapidement en crise lorsqu'un choc survient. Les interventions de secours appuyées par le PAM remédient à cette situation en renforçant les capacités d'intervention, en protégeant les actifs et en évitant aux ménages de se retrouver en situation d'insécurité alimentaire.
38. Les activités prévues au titre de l'effet direct stratégique 1 visent à améliorer l'accès à la nourriture et à veiller à ce que les populations vulnérables aient un régime alimentaire adéquat dans les moments critiques, conformément à la cible 2.1 des objectifs de développement durable (ODD), au résultat stratégique 1 du PAM, à l'engagement 3c énoncé dans la Déclaration de Malabo et aux recommandations 1 et 2 issues de l'examen stratégique de l'initiative Faim zéro au Zimbabwe⁴⁷.

Activités

Fournir des transferts monétaires et/ou alimentaires aux ménages les plus vulnérables touchés par des pénuries alimentaires saisonnières

39. L'assistance sera déterminée en fonction des résultats des études de marché. Le ciblage sera établi sur la base des vulnérabilités et des capacités des ménages. Les bénéficiaires de l'assistance pendant la période de soudure seront progressivement intégrés dans les systèmes nationaux de protection sociale ou dans les activités de création d'actifs afin que l'appui du PAM devienne

⁴⁶ Voir <http://documents.wfp.org/stellent/groups/public/documents/resources/wfp286397.pdf>.

⁴⁷ Voir <https://sustainabledevelopment.un.org/?menu=1300>; <http://documents.wfp.org/stellent/groups/public/documents/resources/wfp286397.pdf>; <http://www.ecowas-agriculture.org/sites/default/files/dc3a9claration-de-malabo-fr.pdf>; Women's University in Africa. 2016. *Zimbabwe Hunger Strategic Review*. Harare.

moins nécessaire. Les programmes impliquant des transferts alimentaires ou monétaires seront utilisés pour former les bénéficiaires à l'élevage, à la gestion des cultures, aux compétences financières, à la nutrition et à l'entretien des actifs.

Fournir des transferts monétaires et/ou alimentaires non assortis de conditions aux réfugiés dans les camps

40. En collaboration avec Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et le Gouvernement⁴⁸, le PAM apportera une assistance alimentaire aux réfugiés du camp de Tongogara. Cette activité sera fonction des résultats des analyses des stratégies de subsistance utilisées par les réfugiés afin d'accroître leurs opportunités d'emploi et leur autosuffisance.

Effet direct stratégique 2

41. Le PAM appuiera les objectifs que s'est fixé le Gouvernement dans le domaine de la nutrition en soutenant les recherches visant à renforcer l'efficacité des politiques et des programmes. Pour qu'un système de protection sociale soit efficace dans le contexte du Zimbabwe, la nutrition doit en faire partie intégrante. Cet effet direct stratégique axé sur la nutrition est donc intimement lié à tous les autres.
42. Les activités entreprises au titre de l'effet direct stratégique 2 sont conçues de sorte à: i) améliorer le régime alimentaire des jeunes enfants et d'élargir l'accès aux aliments enrichis bon marché; et ii) optimiser les programmes nutritionnels du Gouvernement. Cet effet direct stratégique contribue à la réalisation de la cible 2 de l'ODD 2, au résultat stratégique 2 du PAM, à l'engagement 3d de la Déclaration de Malabo, aux engagements du Gouvernement eu égard au mouvement SUN et aux recommandations 1, 5 et 6 issues de l'examen stratégique de l'initiative Faim zéro au Zimbabwe⁴⁹.

Activités

Recueillir des données factuelles en vue de promouvoir les activités nutritionnelles, de déterminer les orientations des politiques et de prendre les décisions programmatiques

43. Sur la base d'une étude menée actuellement sur le coût de la faim en Afrique (CDFA), le PAM soutiendra, en collaboration avec des organismes des Nations Unies et des partenaires universitaires, des travaux de recherche consacrés aux causes des carences alimentaires chez les jeunes enfants, et appuiera l'enrichissement des aliments au niveau national ainsi que la mise en place de mécanismes de production et de livraison pour les aliments nutritifs spécialisés. Il s'agira notamment de mobiliser un appui en vue d'aider le Zimbabwe à se doter des capacités nécessaires pour adopter la méthodologie de l'étude CDFa, avec l'appui de l'Union africaine et de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes. Une analyse des données fournies par le Comité d'évaluation de la vulnérabilité au Zimbabwe (ZimVAC) en 2016 permettra de clarifier les causes de la malnutrition en temps de crise et d'être exploitée dans l'élaboration des programmes préventifs. Les résultats de l'enquête démographique et sanitaire de 2014 seront utilisés pour déterminer les causes de la malnutrition chez les adolescentes et les incidences pour le reste de la population. Le PAM contribuera à assurer le suivi des activités destinées à prévenir la dénutrition.

Aider le Gouvernement à mettre en œuvre les programmes de nutrition aux niveaux national et infranational

44. Les partenaires de l'initiative SUN – le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), l'UNICEF, l'OMS, la FAO et le PAM – appuieront l'approche communautaire adoptée par le Gouvernement pour lutter contre le retard de croissance dans les districts où la prévalence est

⁴⁸ HCR et PAM. 2014. *Joint Assessment Mission Report, Tongogara Refugee Camp, Zimbabwe*. Harare.

⁴⁹ Voir <https://sustainabledevelopment.un.org/?menu=1300>; <http://documents.wfp.org/stellent/groups/public/documents/resources/wfp286397.pdf>; <http://www.ecowas-agriculture.org/sites/default/files/dc3a9claration-de-malabo-fr.pdf>; Women's University in Africa. 2016. *Zimbabwe Hunger Strategic Review*. Harare.

élevée. Le PAM mènera des recherches opérationnelles et expérimentera des types de programmes, des méthodes de ciblage, des sélections de produit et des services complémentaires de sorte à élaborer des interventions percutantes et d'un bon rapport coût-efficacité. La possibilité d'intégrer des activités nutritionnelles dans le système de protection sociale sera étudiée.

45. Le PAM aidera le Gouvernement à répondre aux besoins nutritionnels des femmes enceintes en développant des capacités en matière d'élaboration de politiques et de programmes, en fournissant des directives et en dispensant des formations. Cette composante prévoit de fournir, en collaboration avec le FNUAP, des aliments aux femmes présentant le risque de complications pendant la grossesse.
46. Des actions de communication axées sur la nutrition invitant à un changement de comportement seront prévues dans le cadre des programmes d'assistance pendant la saison de soudure, de création d'actifs, de l'assistance saisonnière fondée sur les moyens d'existence et des activités de planification communautaire participative. Elles seront axées sur l'amélioration des pratiques d'alimentation et souligneront l'importance des régimes alimentaires diversifiés et des aliments enrichis.
47. Le PAM contribuera à étudier les possibilités d'avoir recours à des aliments enrichis produits localement et coordonnera l'établissement d'un réseau SUN afin de collaborer avec le secteur privé à lutter contre la malnutrition.

Effet direct stratégique 3

48. En s'appuyant sur l'expérience de l'initiative Achats au service du progrès⁵⁰, le PAM améliorera l'accès aux marchés et les moyens d'existence en milieu rural, ce qui ajoutera de la valeur aux programmes nationaux de sécurité alimentaire, de développement économique et de renforcement de la résilience. Les achats locaux de produits alimentaires peuvent donner aux petits agriculteurs les moyens de commercialiser des cultures plus nutritives, comme les petites céréales et les légumes secs résistant à la sécheresse, qui sont traditionnellement plantés par les femmes et sont d'importantes sources de protéines.
49. Une catastrophe naturelle peut réduire à néant les acquis du développement rural. Les conséquences du changement climatique se manifestent par une aggravation de l'insécurité alimentaire des ménages ruraux pauvres, leurs moyens d'existence se retrouvant fragilisés et leurs actifs détériorés.
50. Cet effet direct stratégique vise à faciliter l'accès aux marchés, à limiter au minimum les pertes de vivres, à protéger les actifs et à accroître les revenus des ménages ruraux. Le PAM coopérera avec le Centre d'excellence pour la transformation rurale qu'il a instauré à Beijing et avec d'autres partenaires. Les activités portent en priorité sur le transfert de compétences, la construction ou la réparation des infrastructures et la réduction des inégalités entre les sexes, et contribuent à la réalisation des engagements 3a et 6 de la Déclaration de Malabo, aux cibles 3 et 4 de l'ODD 2, au résultat stratégique 4 du PAM et aux recommandations issues de l'examen stratégique de l'initiative Faim zéro au Zimbabwe⁵¹.

Activités

Concourir à la mise en place d'un mécanisme de commercialisation et de livraison efficace d'aliments locaux

51. Le PAM procédera à une évaluation des mécanismes nationaux de commercialisation et d'achat pour guider ses achats alimentaires et appuyer les opérations nationales. La possibilité de restaurer les systèmes de bourses de produits et de récépissés d'entrepôt, et d'apporter une assistance

⁵⁰ WFP/EB.1/2015/5-C.

⁵¹ Voir <https://sustainabledevelopment.un.org/?menu=1300>; <http://documents.wfp.org/stellent/groups/public/documents/resources/wfp286397.pdf>; <http://www.ecowas-agriculture.org/sites/default/files/dc3a9claration-de-malabo-fr.pdf>; Women's University in Africa. 2016. *Zimbabwe Hunger Strategic Review*. Harare.

technique dans les domaines de la logistique, de la sécurité sanitaire des aliments, du contrôle de la qualité, de la gestion des stocks, de l'élaboration des politiques et de la formation sera étudiée; l'établissement de liens avec le système national de réserve de céréales sera envisagé.

52. Le PAM utilisera les mécanismes d'achats locaux dont il dispose pour mettre à profit les investissements et le savoir-faire des parties prenantes, telles que la FAO, les négociants ayant accès à des programmes de crédit et les ONG ayant mis sur pied des groupements d'agriculteurs. Les négociants cherchant à s'approvisionner auprès des petits exploitants pourront participer aux appels d'offres du PAM.

Donner aux organisations d'agriculteurs les moyens de regrouper et de commercialiser la production excédentaire

53. Étant donné que la plupart des agriculteurs au Zimbabwe sont aujourd'hui de petits exploitants qui n'ont pas les moyens d'accéder aux marchés, le PAM et la FAO: i) renforceront les capacités des groupements d'agriculteurs, en priorité dans les domaines de la gestion, de la commercialisation et de la comptabilité, de l'utilisation de l'information et des modalités standard de passation de marchés; et ii) investiront dans les travaux de remise en état des installations de stockage et de transformation, conformément à leur étude sur la gestion des pertes après récolte. Des liens avec les programmes de création d'actifs seront établis, en veillant notamment à aider les femmes dirigeant de petites exploitations à accéder aux marchés.

Appuyer la création et la remise en état d'actifs afin d'instaurer durablement la sécurité alimentaire et nutritionnelle

54. Le PAM octroie une assistance conditionnelle en contrepartie de la participation des bénéficiaires à des programmes de création d'actifs, d'amélioration des moyens d'existence ou de renforcement de la résilience. Les analyses des moyens d'existence aideront à diversifier les sources de revenus conformément aux politiques sociales arrêtées par le Gouvernement, l'accent étant mis sur la participation des femmes aux activités de création d'actifs, comme les jardins potagers, la diversification des cultures, les étangs et l'aménagement des bassins versants, qui seront reliées aux celles que mène le PAM pour appuyer la nutrition et les marchés agricoles.

Effet direct stratégique 4

55. Les crises récurrentes ont affaibli les capacités d'adaptation, mais les interventions d'urgence n'ont pas remédié aux causes de la vulnérabilité. Le PAM renforcera les capacités des acteurs gouvernementaux à fournir des services de protection sociale coordonnés afin d'identifier la faim et de faire face aux chocs. Ces services renforcent la résilience et améliorent les capacités à prévenir, à se préparer, à faire face et à se relever des chocs et des facteurs de perturbation saisonniers.
56. Cet effet direct stratégique appuie la recommandation des Socles de protection sociale⁵², le Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe 2015–2030⁵³, les cibles 1.3 et 17.9 des ODD, le résultat stratégique 5 du PAM, l'engagement 3c de la Déclaration de Malabo et les recommandations 1, 2, 4, 5 et 6 issues de l'examen stratégique de l'initiative Faim zéro au Zimbabwe⁵⁴.

⁵² http://www.ilo.org/dyn/normlex/en/f?p=NORMLEXPUB:12100:0::NO::P12100_INSTRUMENT_ID:3065524

⁵³ https://www.unisdr.org/files/43291_frenchsendaiframeworkfordisasterris.pdf

⁵⁴ Voir <https://sustainabledevelopment.un.org/?menu=1300>; <http://documents.wfp.org/stellent/groups/public/documents/resources/wfp286397.pdf>; <http://www.ecowas-agriculture.org/sites/default/files/dc3a9claration-de-malabo-fr.pdf>; Women's University in Africa. 2016. *Zimbabwe Hunger Strategic Review*. Harare.

Activités

Mettre à disposition des compétences spécialisées en matière d'analyse pour appuyer la planification et la gestion des solutions et des interventions

57. Le PAM aidera le Conseil de l'alimentation et de la nutrition à mettre au point un système d'information national sur l'alimentation et la nutrition, en renforçant la gestion des mécanismes existants d'alerte rapide et d'analyse de la nutrition, comme l'analyse intégrée du contexte. Par ailleurs, en collaboration avec la FAO, le PNUD et l'UNICEF, il appuiera l'établissement d'un système d'information central pour le Conseil de l'alimentation et de la nutrition, couvrant les aspects relatifs à la nutrition, au VIH et à la problématique hommes-femmes, de manière à ce que le Conseil soit en mesure de coordonner les programmes nationaux de lutte contre la faim.
58. Le Conseil de l'alimentation et de la nutrition, le PAM et des partenaires renforceront les capacités d'analyse du ZimVAC en vue d'élaborer des programmes multisectoriels de préparation, d'intervention en cas de crise et de redressement, et évalueront les lacunes institutionnelles ayant une incidence sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle, conformément aux recommandations issues de l'examen stratégique de l'initiative Faim zéro au Zimbabwe.
59. Au niveau des districts, le PAM continuera d'accroître les moyens dont disposent le Gouvernement et les autres partenaires pour mettre en œuvre des programmes saisonniers fondés sur les moyens d'existence et des activités de planification communautaire participative; les questions liées au VIH et à la problématique hommes-femmes seront prises en compte, et le suivi et les rapports seront améliorés. Les moyens d'intervention ainsi que les capacités de gestion et de coordination des conseils de districts seront renforcés; le PAM continuera d'apporter un soutien aux organisations œuvrant dans les domaines de l'alimentation et de la nutrition, de la protection civile et des secours en cas de sécheresse.

Appuyer des mécanismes innovants de gestion des risques, d'assurance et de financement

60. Le PAM facilitera la collaboration avec la Mutuelle panafricaine de gestion des risques; il mettra également à profit, avec le concours de la FAO et du Gouvernement, les possibilités qu'offre la coopération Sud-Sud⁵⁵ et le fonds renouvelable destiné à l'exécution des activités relatives à la sécurité alimentaire et à la résilience face aux aléas climatiques. L'initiative en faveur de la résilience des communautés rurales (4R) sera mise en œuvre en fonction des nécessités⁵⁶, en mettant l'accent sur les liens entre l'alerte rapide et le financement des risques. Les filets de sécurité seront transposés à plus grande échelle pour répondre aux besoins en temps de crise.

Contribuer à la consolidation, à l'administration et à la mise en œuvre de programmes de transferts sociaux dans le cadre du système national de protection sociale

61. Le PAM, l'UNICEF et la Banque mondiale aideront le Gouvernement à mettre en place un système d'information central sur la protection sociale, qui s'inspirera du système de gestion des opérations en espèces (SCOPE) élaboré par le PAM. Le système contiendra des données ventilées par sexe et par âge susceptibles d'être utilisées pour le ciblage, le suivi et l'établissement des rapports, et sera relié aux systèmes de suivi des marchés, et aux programmes d'assistance saisonnière et de création d'actifs menés par le PAM; il sera conforme au Programme harmonisé des transferts sociaux sous forme d'espèces. Le PAM utilisera les informations disponibles concernant les sociétés fournissant des téléphones portables, des cartes de sécurité et des cartes de retrait d'espèces pour éclairer l'élaboration des politiques et optimiser les transferts.

Appuyer le rétablissement du programme national d'alimentation scolaire

62. Le PAM aidera le Gouvernement à rétablir le programme national d'alimentation scolaire dans le cadre du système de protection sociale. Ce programme sera relié au secteur agricole afin d'assurer la diversification du régime alimentaire et l'apport de micronutriments. Le soutien apporté par le

⁵⁵ <http://www.africanriskcapacity.org/>

⁵⁶ <https://www.wfp.org/climate-change/foodsecure> et <https://www.wfp.org/climate-change/r4-rural-resilience-initiative>

PAM portera sur le cadre stratégique, le cadre d'action et le cadre législatif, la gestion financière, la coordination institutionnelle, et la conception et la mise en œuvre du programme.

63. Le PAM tirera parti du savoir-faire de son Centre d'excellence contre la faim en matière d'alimentation scolaire issue de la production locale et cherchera à améliorer les filets de sécurité nationaux en s'inspirant de la stratégie Faim zéro au Brésil.

Effet direct stratégique 5

64. Les atouts du PAM dans les domaines de la gestion et de la logistique de la chaîne d'approvisionnement sont largement reconnus. Le PAM dirige le module de la logistique au Zimbabwe et fournit des services logistiques aux partenaires, ce qui permet d'économiser du temps et des ressources. Cet effet direct stratégique permet de fournir des services liés à la chaîne d'approvisionnement aux partenaires de l'action humanitaire et du développement, contribuant à la réalisation de la cible 17.16 des ODD et au résultat stratégique 8 du PAM⁵⁷.

Activités

Fournir des compétences spécialisées et des services dans le domaine de la logistique et des achats

65. Le PAM offrira des services liés à la chaîne d'approvisionnement selon qu'il convient: il pourra s'agir de la gestion des achats, des formalités de dédouanement, de l'entreposage et de la gestion des stocks, de la vérification, du transport et des livraisons. Le PAM sollicitera l'assistance technique du Malawi pour rendre opérationnel le système de bourses de produits et de réceptionnés d'entrepôt.

Mise en application du plan

Approche retenue

66. Le présent plan stratégique est guidé par les principes énoncés ci-après:
- intégration des activités dans les programmes nationaux de protection sociale et de renforcement de la résilience;
 - analyse et collaboration fondée sur des données factuelles susceptibles d'être exploitées dans l'élaboration des programmes et des politiques;
 - développement des capacités et assistance technique afin d'optimiser les politiques nationales, les mécanismes de financement, les institutions et les programmes visant à éliminer la faim;
 - optimisation des approches liées à la nutrition, notamment à la faveur de partenariats stratégiques avec l'UNICEF, la FAO, le FNUAP et l'OMS;
 - adoption, par le PAM, d'une démarche "minimaliste" privilégiant la qualité à l'ampleur de la couverture, et favorisant les synergies avec les interventions des partenaires;
 - prise en compte de la problématique hommes-femmes et de la protection dans toutes les interventions afin de veiller à ce que les besoins des femmes, des hommes, des filles et des garçons soient satisfaits, en particulier ceux des femmes gérant de petites exploitations.

Partenariats

67. Conformément à la stratégie institutionnelle du PAM en matière de partenariat, l'accent est mis sur les partenariats stratégiques à long terme qui permettent d'atteindre collectivement les effets directs stratégiques décrits ci-dessus. Le PAM a noué des partenariats avec des ONG

⁵⁷ Voir <https://sustainabledevelopment.un.org/?menu=1300>;
<http://documents.wfp.org/stellent/groups/public/documents/resources/wfp286397.pdf>.

internationales et nationales, dont un grand nombre participe au groupe de travail sur l'assistance alimentaire, qui est placé sous sa houlette⁵⁸.

68. Le PAM collaborera avec le Conseil de l'alimentation et de la nutrition et d'autres parties prenantes dans les secteurs de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, et de l'évaluation des moyens d'existence, afin de mettre en application les recommandations issues de l'examen stratégique de l'initiative Faim zéro.
69. Le PAM travaille en collaboration avec le Ministère du service public, du travail et des services sociaux, le Ministère de l'éducation primaire et secondaire et l'UNICEF pour appuyer le système national de protection sociale et fournir les transferts de type monétaire et en nature destinés aux programmes de filets de protection sociale, dont l'alimentation scolaire. Le PAM, l'UNICEF et la Banque mondiale continueront d'aider le Gouvernement à établir un système d'information sur la protection sociale.
70. La FAO et le PAM ont élaboré une feuille de route conjointe sur le renforcement de la résilience au Zimbabwe, qui accorde une place prépondérante à l'appui aux petits exploitants et aux achats locaux. Cette collaboration entre les institutions ayant leur siège à Rome bénéficiera également du soutien du FIDA.
71. Le Ministère de la santé et de la protection de l'enfance dirige les travaux effectués en matière de programmes nutritionnels en partenariat avec le PAM, qui collabore lui-même avec l'UNICEF et le FNUAP pour relier la recherche à la pratique afin d'optimiser les politiques relatives à la sécurité alimentaire et nutritionnelle.
72. La collaboration du PAM avec le Ministère de l'agriculture, de la mécanisation et de l'irrigation, qui porte principalement sur le développement des capacités des petits agriculteurs, devrait s'intensifier au cours de l'exécution du plan stratégique de pays car le soutien des marchés agricoles occupe une place de plus en plus prépondérante dans le portefeuille d'activités du PAM.
73. La coopération du PAM avec le Ministère de l'administration locale concerne les programmes saisonniers fondés sur les moyens d'existence et la planification communautaire participative en vue de renforcer les capacités des autorités locales en matière de conception et de gestion des activités de renforcement de la résilience. Le Département des services météorologiques et le Ministère de l'environnement, de l'eau et du climat participeront à part entière à l'élaboration des programmes de suivi des conditions météorologiques, de gestion des risques et de résilience face aux aléas climatiques.
74. Le PAM continuera d'aider ses partenaires en leur fournissant des services de logistique et d'achat, et des capacités d'analyse et de cartographie de la vulnérabilité. Les accords signés avec les partenaires prendront systématiquement en compte les questions liées à la problématique hommes-femmes et la protection, l'égalité des sexes, l'autonomisation des femmes, la prévention de l'exploitation et des atteintes sexuelles, et le suivi et la communication des résultats.

Implications pour le bureau de pays

75. Du fait de l'importance croissante accordée à l'offre de services et à l'assistance technique, le PAM, tout en continuant d'apporter une aide humanitaire en cas de besoin, sera perçu comme étant en mesure de contribuer de manière significative au développement, à la protection sociale et au renforcement de la résilience. Étant donné que cette réorientation stratégique nécessitera des compétences supplémentaires, le PAM formera le personnel dans les domaines suivants: développement des capacités, concertation sur l'action à mener, protection sociale, nutrition, soutien des marchés, transferts de type monétaire, analyse de la vulnérabilité, réduction des risques de catastrophe, résilience, technologie alimentaire, recherche et mise en place de partenariats. Le soutien du Siège et du bureau régional sera sollicité selon les besoins.

⁵⁸ Partenariats noués avec la FAO, le PNUD, le FNUAP et l'UNICEF.

Ressources au service des résultats

76. Le budget du présent plan stratégique de pays est estimé à 207 millions de dollars É.-U. Les investissements dans le développement des capacités au titre de tous les effets directs stratégiques augmentent au fil du temps.

BUDGET DU PORTEFEUILLE DE PAYS (en dollars)						
	Année 1 2017	Année 2 2018	Année 3 2019	Année 4 2020	Année 5 2021	Total
Effet direct stratégique 1	12 042 249	24 052 752	22 031 406	20 320 675	17 150 754	95 597 836
Effet direct stratégique 2	2 236 020	3 194 728	2 815 117	2 314 510	1 820 258	12 380 633
Effet direct stratégique 3	16 793 060	17 255 713	18 721 522	16 977 400	15 217 617	84 965 313
Effet direct stratégique 4	2 481 283	2 014 015	1 994 314	1 995 587	2 034 975	10 520 174
Effet direct stratégique 5	691 627	736 580	740 277	745 949	757 610	3 672 042
TOTAL	34 244 239	47 253 789	46 302 636	42 354 120	36 981 214	207 135 998

Note: Les chiffres incluent des coûts de gestion (coûts d'appui directs [CAD] et coûts d'appui indirects [CAI]).

77. L'effet direct stratégique 1 garantit l'accès des populations vulnérables à la nourriture. Le budget qui lui est consacré est de 95,6 millions de dollars, soit 46 pour cent du montant total des ressources, et devrait diminuer à mesure que: i) les bénéficiaires passeront à des activités de création d'actifs; ii) les actifs créés dans le cadre des programmes assortis de conditions amélioreront la résilience face aux chocs et rendront moins nécessaire la fourniture d'un appui pendant la période de soudure; et iii) les mécanismes de gestion des risques, de financement et de transferts prévus dans le cadre de l'effet direct stratégique 4 permettront de dégager des fonds pour les interventions d'urgence en cas de catastrophe et d'accroître la résilience sur le long terme.
78. L'effet direct stratégique 2 – recul de la malnutrition – est assorti d'un budget de 12,4 millions de dollars, soit 6 pour cent du montant total des ressources, afin de couvrir le développement des capacités, l'assistance technique et l'expérimentation de programmes spécifiquement axés sur la nutrition. Le montant qui lui est consacré fléchira à mesure que le Gouvernement et les partenaires investiront dans les programmes sur la base des enseignements tirés.
79. L'effet direct stratégique 3 – amélioration des moyens d'existence des ménages ruraux et des petits exploitants en situation de vulnérabilité et renforcement de la résilience face aux catastrophes – mobilise 85 millions de dollars, soit 41 pour cent du budget. Le nombre de participants devrait augmenter pendant les deux premières années car les bénéficiaires des programmes d'appui apporté pendant la saison de soudure seront intégrés et stables au cours de la troisième année.
80. L'effet direct stratégique 4 – habilitation du système de protection sociale à renforcer la sécurité alimentaire et nutritionnelle – nécessite 10,5 millions de dollars, soit 5 pour cent du budget, pour couvrir les investissements dans les ressources humaines, la formation, l'élaboration des systèmes, l'appui aux politiques et aux institutions, afin que le Gouvernement puisse accroître ses capacités et mettre en œuvre ses propres solutions contre la faim, ce qui permettra de limiter l'appui apporté par le PAM.

81. L'effet direct stratégique 5 – élaboration de programmes humanitaires et de développement par le Gouvernement et ses partenaires, avec l'appui de services de logistique et d'achat – requiert 3,7 millions de dollars, soit 2 pour cent du montant total du budget. Le budget augmente tous les ans en fonction de la croissance de la demande pour les services du PAM.
82. Étant donné que les marchés fonctionnent de manière satisfaisante dans l'ensemble du Zimbabwe, il est prévu que la proportion des programmes de transferts de type monétaire augmente au cours de l'exécution du programme stratégique de pays, même si certains donateurs fournissent des ressources importantes au lieu de l'assistance en nature. La combinaison éventuelle des modalités sera choisie en fonction des résultats de l'analyse coûts-avantages, de l'intégration de l'appui du PAM dans le système de protection sociale et des connaissances générées par l'analyse et l'expérience actuelles au fil de l'évolution de la situation au Zimbabwe.
83. Le Bureau du PAM au Zimbabwe a reçu 50 millions de dollars par an entre 2010 et 2014, mais le montant des contributions a été ramené à 20,5 millions de dollars en 2015. En conséquence, le bureau de pays a élaboré une stratégie de sensibilisation et de dotation en ressources, et il a adapté son orientation stratégique de sorte à gérer les fluctuations des financements et l'insuffisance des ressources. Ces mesures contribueront à faire comprendre la réorientation stratégique du PAM et ses points forts dans les contextes d'urgence et de développement, et permettront de communiquer ces changements aux parties prenantes de manière appropriée.
84. Si les ressources venaient à manquer, les activités seraient menées par ordre de priorité. Les activités nutritionnelles prévues au titre de l'effet direct stratégique 2 auront priorité. L'effet direct stratégique 1, si nécessaire, serait privilégié par rapport aux activités de création d'actifs prévues dans le cadre de l'effet direct stratégique 3 au cours des premières années d'exécution du plan stratégique de pays. Le soutien saisonnier perdra de son caractère prioritaire au fil de l'intégration des bénéficiaires dans les programmes de filets de sécurité et des programmes fondés sur les moyens d'existence. L'effet direct stratégique 4 ne devrait pas pâtir d'un déficit de financement.

Gestion de la performance et évaluation

85. Le plan de suivi et d'évaluation du PAM mesurera les résultats obtenus par rapport aux objectifs fixés à l'issue de l'examen stratégique de l'initiative Faim zéro au Zimbabwe. Des indicateurs d'effets directs et de performance seront évalués tous les ans en coordination avec l'Agence nationale de la statistique du Zimbabwe. L'outil de suivi et d'évaluation des bureaux de pays permettra de recueillir des informations destinées à l'établissement des rapports normalisés sur les résultats. D'ici à la fin de 2016, les programmes de transferts de type monétaire seront gérés via SCOPE.
86. Les indicateurs d'effets directs, de produits et de processus seront ventilés par sexe et reliés aux informations de référence. Un examen du plan stratégique de pays sera effectué à la fin de la deuxième année afin d'évaluer les progrès et de fournir des éléments d'information pour éclairer les futures activités d'assistance et mesurer les progrès accomplis en matière d'équité des sexes. Le suivi et l'évaluation faciliteront la reddition de comptes et permettront au PAM d'ajuster ses activités.

Gestion des risques

87. Le PAM a instauré des mesures de préparation pour les principaux risques; ces mesures seront revues périodiquement, le registre des risques sera mis à jour et les mesures d'atténuation prises feront l'objet d'un suivi.
88. Afin de réduire au minimum les éventuelles réticences du Gouvernement et des partenaires, le PAM adoptera une démarche fondée sur des données factuelles pour programmer ses activités; les consultations qu'il mènera avec les partenaires permettront d'établir clairement leurs rôles respectifs. Le PAM gèrera le risque de manque de soutien de la part des donateurs en faisant la preuve des avantages qu'il offre en tant que partenaire dans les domaines de l'alimentation et de la nutrition ainsi que de l'appui aux marchés.

89. Le PAM évaluera le profil du personnel du bureau de pays et dispensera des formations afin de combler les lacunes. Il contribuera au développement des capacités des organismes de contrepartie gouvernementaux et des partenaires selon qu'il convient. Des critères stricts seront appliqués pour sélectionner les partenaires.
90. Si l'instabilité politique, économique ou météorologique menace les acquis du développement, le PAM maintiendra la priorité qu'il accorde au développement et à la résilience à long terme, et répondra aux besoins humanitaires selon que de besoin.
91. Les incidences négatives sur les charges de travail des femmes et la qualité des aliments achetés seront limitées au minimum grâce aux analyses ventilées par sexe, au ciblage, au développement des capacités en matière des pratiques de manutention après récolte et de stockage, et à l'établissement d'un contrat avec un organisme d'inspection réputé pour gérer la qualité des produits alimentaires tout au long de la filière d'approvisionnement. Les risques opérationnels inhérents aux plans stratégiques de pays seront atténués moyennant des évaluations régulières des conditions des marchés, du rapport coût-efficacité et de l'application de modalités appropriées.
92. Le PAM respecte les Normes minimales de sécurité opérationnelle et se tient en contact avec le Département de la sûreté et de la sécurité des Nations Unies afin de garantir la sécurité de son personnel.

ANNEXE I: CADRE LOGIQUE

Objectif de développement durable 2: Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable

<p>Mission assignée au programme ZimASSET Mettre en place un environnement propice à une émancipation économique et à une transformation sociale durables de la population du Zimbabwe.</p>	<p>Piliers du programme ZimASSET:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1) Sécurité alimentaire et nutrition 2) Services sociaux et élimination de la pauvreté
<p>Objectif de la politique du Zimbabwe en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle Promouvoir et assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle de chacun et à tout moment au Zimbabwe, en particulier des personnes les plus vulnérables, dans le respect des normes et des valeurs culturelles et du principe de rétablissement et de maintien de la dignité des familles.</p>	<p>Engagements essentiels:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1) Agriculture et sécurité alimentaire 2) Aide sociale et protection sociale 3) Sécurité sanitaire des aliments et normes 4) Sécurité nutritionnelle
<p>Effets directs du ZUNDAF:</p> <p>1.1) Les ménages ciblés dans les zones rurales et urbaines ont amélioré leur sécurité alimentaire et nutritionnelle.</p> <p>1.2) Les communautés ont les moyens de s'adapter au changement climatique et renforcent la résilience au profit de la sécurité alimentaire et nutritionnelle.</p> <p>4.1) Les institutions clés élaborent et mettent en œuvre des politiques, des stratégies et des programmes socioéconomiques afin d'améliorer les moyens d'existence et de réduire la pauvreté dans les communautés.</p> <p>4.2) L'accès aux revenus et aux possibilités de travail décents augmente dans les chaînes de valeur et les secteurs économiques clés, notamment pour les jeunes et les femmes.</p> <p>5.3) Le Gouvernement et ses partenaires génèrent et exploitent des données aux fins de développement.</p> <p>6.1) Les populations vulnérables accèdent plus facilement à des services sociaux de base de qualité et y ont davantage recours.</p> <p>6.2) Les institutions clés offrent des services sociaux fondamentaux équitables et de qualité.</p> <p>6.3) Les ménages vivant sous le seuil de la pauvreté alimentaire accèdent plus facilement aux services de protection sociale et y ont davantage recours.</p>	
<p>Effet direct stratégique 1 Les populations exposées à l'insécurité alimentaire, y compris les réfugiés, dans les districts les plus touchés sont en mesure de satisfaire leurs besoins alimentaires et nutritionnels essentiels lors de graves chocs saisonniers ou d'autres facteurs de perturbation (<i>en rapport avec la catégorie d'effet direct 1.1</i>).</p>	<p>Résultat stratégique 1 du PAM D'ici à 2030, chacun, en particulier les pauvres et les personnes en situation vulnérable, aura accès toute l'année à une alimentation suffisante, nutritive et saine (<i>Cible 1 de l'ODD 2, Objectif stratégique 1</i>)</p>
<p>Produit 1.1 Transferts de type monétaire ou de vivres effectués en quantité suffisante au profit des populations ciblées par le PAM afin de satisfaire leurs besoins alimentaires et nutritionnels essentiels (<i>en rapport avec les catégories de produit A1 et A2</i>)</p>	<p>Hypothèses</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Le système national de protection sociale peut répondre à une proportion croissante des besoins alimentaires saisonniers. ➤ Des marchés fonctionnels sont disponibles dans les zones d'installation des réfugiés.

ANNEXE I: CADRE LOGIQUE

<p>Effet direct stratégique 2 L'évolution de la prévalence du retard de croissance chez les enfants dans les districts prioritaires est conforme aux objectifs nationaux et internationaux d'ici à 2025 (<i>en rapport avec la catégorie des effets directs 2.1</i>).</p>	<p>Résultat stratégique 2 du PAM D'ici à 2030, personne ne souffrira de malnutrition et d'ici à 2025, les objectifs arrêtés à l'échelle internationale relatifs au retard de croissance et à l'émaciation chez les enfants seront atteints (<i>Cible 2 de l'ODD 2, Objectif stratégique 2</i>).</p>
<p>Produit 2.1: Génération suffisante de connaissances locales et de données factuelles pour élaborer des politiques et prendre des décisions relatives aux interventions portant spécifiquement sur la nutrition et celles prenant en compte la nutrition à l'échelon national (<i>en rapport avec les catégories de produits I et J</i>).</p>	<p>Hypothèses</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Des établissements universitaires et des instituts de recherche réalisent des travaux spécifiquement axés sur la nutrition ou en rapport avec la nutrition. ➤ Des partenaires ayant le savoir-faire nécessaire pour offrir aux parties prenantes concernées des possibilités d'élaboration de programmes en faveur des moyens d'existence viables sont disponibles. ➤ Les services publics de traitement et de soins fonctionnent sans interruption.
<p>Produit 2.2: Transferts de type monétaire ou de vivres, y compris sous la forme de produits spécialisés riches en nutriments effectués selon que de besoin et en quantité suffisante pour permettre aux bénéficiaires ciblés de satisfaire leurs besoins nutritionnels (<i>en rapport avec la catégorie de produits A2</i>).</p>	
<p>Produit 2.3: Messages sur l'évolution des comportements en matière de nutrition communiqués de manière adéquate aux ménages ciblés (<i>en rapport avec la catégorie de produits E</i>).</p>	
<p>Produit 2.4: Production et commercialisation d'aliments riches en nutriments afin de répondre aux besoins locaux (<i>en rapport avec la catégorie de produits C</i>).</p>	
<p>Effet direct stratégique 3 Les ménages ruraux et les petits exploitants en situation d'insécurité alimentaire parviennent à instaurer la sécurité alimentaire et résistent mieux aux chocs et aux stress saisonniers (<i>en rapport avec la catégorie des effets directs 4.2</i>).</p>	<p>Résultat stratégique 4 du PAM D'ici à 2030, les systèmes de production alimentaire seront durable et recourront à des pratiques résilientes qui contribuent à la préservation des écosystèmes et renforcent les capacités d'adaptation aux changements climatiques, aux phénomènes météorologiques extrêmes et autres catastrophes, et améliorent progressivement la qualité des sols (<i>Cible 4 de l'ODD 2, Objectif stratégique 3</i>).</p>
<p>Produit 3.1: Renforcement des systèmes d'achat et de commercialisation des produits alimentaires au niveau infranational (<i>en rapport avec la catégorie de produits C</i>).</p>	<p>Hypothèses</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Les investissements nationaux dans la petite agriculture ont augmenté pour atteindre les niveaux d'engagement fixés par le PDDAA. ➤ La réglementation relative aux produits agricoles aide les petits agriculteurs à accéder aux marchés. ➤ Le Gouvernement s'engage à donner des moyens d'action aux comités de district chargés de l'alimentation et de la nutrition et à ceux s'occupant du développement, à les équiper et, le cas échéant, à les rétablir.
<p>Produit 3.2: Augmentation des ventes nettes des petits exploitants, y compris des cultures résistantes à la sécheresse (<i>en rapport avec la catégorie de produits F</i>).</p>	
<p>Produit 3.3: Mise à disposition d'installations de microstockage et d'autres infrastructures après récolte à travers le pays et utilisation par les petits exploitants et les organisations paysannes (<i>en rapport avec les catégories de produits C et D</i>).</p>	
<p>Produit 3.4: Création et/ou remise en état d'avoires générateurs de revenus liés à la sécurité alimentaire et mise à disposition des communautés rurales (<i>en rapport avec la catégorie de produits D</i>).</p>	

ANNEXE I: CADRE LOGIQUE

<p>Produit 3.5: Renforcement des capacités des districts prioritaires à planifier et à gérer l'amélioration de la résilience en vue de renforcer la sécurité alimentaire et la nutrition (<i>en rapport avec la catégorie de produits C</i>).</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Des partenaires dotés des compétences techniques et des ressources financières nécessaires pour la création ou la remise en état des actifs sont disponibles.
<p>Effet direct stratégique 4 Le système de protection sociale au Zimbabwe permet aux populations exposées à la vulnérabilité chronique de subvenir à leurs besoins essentiels toute l'année (<i>en rapport avec la catégorie des effets directs 5.1</i>).</p>	<p>Résultat stratégique 5 du PAM Les pays ont des capacités renforcées pour mettre en œuvre les ODD. L'appui international apporté au renforcement des capacités, dans le cadre notamment de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire, contribue à la fourniture de services communs, améliore la mise en œuvre des plans nationaux de réalisation des ODD, en misant davantage sur les transferts de technologie, l'innovation, la collecte des données et leur qualité, et le partage des connaissances (<i>Cible 9 de l'ODD 17, Objectif stratégique 4</i>).</p>
<p>Produit 4.1: Renforcement des filets de sécurité et des programmes nationaux et locaux afin d'améliorer le ciblage et de venir en aide à toutes les personnes en situation d'insécurité alimentaire (<i>en rapport avec la catégorie de produits C</i>).</p>	<p>Hypothèses</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Le Gouvernement reste déterminé à investir des ressources dans le système national de protection sociale. ➤ Les partenaires de développement continuent à appuyer les programmes de protection sociale.
<p>Produit 4.2: Capacité des systèmes nationaux de protection sociale à généraliser les services et à les transposer à plus grande échelle en temps de crise (<i>en rapport avec les catégories de produits C et G</i>).</p>	
<p>Produit 4.3: Prise en compte des meilleures pratiques et expériences internationales dans l'élaboration des cadres d'action et de réglementation, ainsi que dans la conception et la mise en œuvre des programmes nationaux de sécurité alimentaire (<i>en rapport avec la catégorie de produits C</i>).</p>	
<p>Produit 4.4: Augmentation des capacités des districts prioritaires à planifier et à gérer l'amélioration de la résilience en vue de renforcer la sécurité alimentaire et la nutrition (<i>en rapport avec la catégorie de produits C</i>).</p>	
<p>Effet direct stratégique 5 Les programmes d'aide humanitaire et de développement au Zimbabwe sont soutenus par des services efficaces et d'un bon rapport coût-efficacité liés à la chaîne d'approvisionnement (<i>en rapport avec la catégorie des effets directs 5.1</i>).</p>	<p>Résultat stratégique 8 du PAM Le partage des connaissances, du savoir-faire et de la technologie renforcent l'appui apporté par les partenariats mondiaux aux activités menées par les pays en vue de réaliser les ODD. Dans des situations humanitaires ou autres, et lorsque ses partenaires le lui demandent, le PAM fournit des services communs, mobilise et partage ses connaissances, son savoir-faire, sa technologie et ses ressources financières, y compris à la faveur de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire (<i>Cible 16 de l'ODD 17, Objectif stratégique 5</i>).</p>
<p>Produit 5.1: Accès des organismes d'action humanitaire et de développement au Zimbabwe aux services de gestion de la chaîne d'approvisionnement (<i>en rapport avec la catégorie de produits H</i>).</p>	<p>Hypothèse La demande des partenaires augmente régulièrement.</p>

ANNEXE I: CADRE LOGIQUE

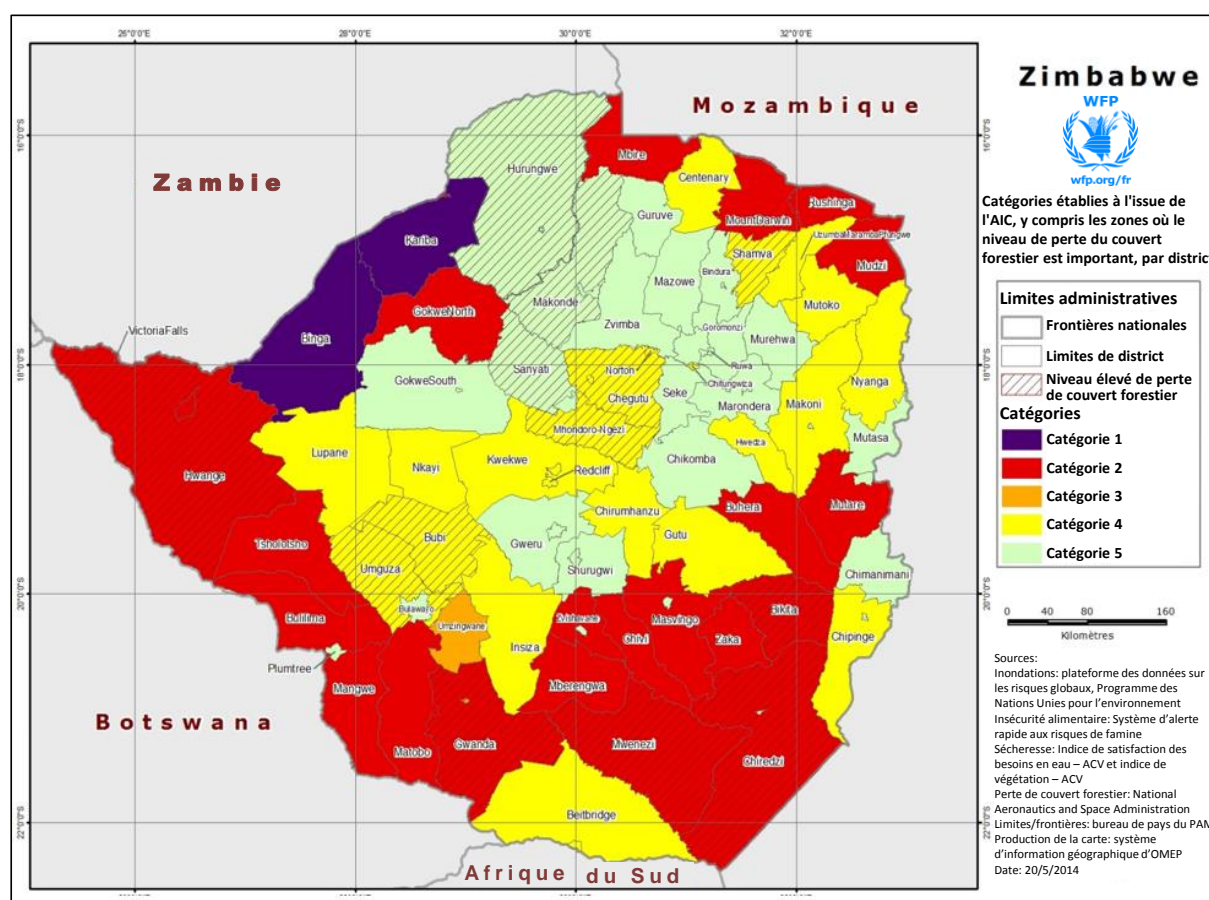
Résultats transversaux

Responsabilité à l'égard des populations touchées: les populations touchées sont en mesure de tenir le PAM et ses partenaires responsables pour ce qui est de répondre à leurs besoins alimentaires en tenant compte de leurs avis et de leurs préférences.

Protection: les populations touchées sont en mesure de bénéficier des programmes du PAM dans des conditions qui assurent et renforcent leur sécurité, leur dignité et leur intégrité.

Problématique hommes-femmes: amélioration de l'égalité entre les sexes et autonomie accrue des femmes au sein des populations bénéficiant de l'assistance du PAM.

Zimbabwe: Perte du couvert forestier et vulnérabilité face à l'insécurité alimentaire



Le classement des districts par ordre de priorité établi par le PAM s'appuie sur l'analyse intégrée du contexte (AIC). Les catégories 1 et 2 seront prioritaires dans toutes les interventions. Pour éviter les doubles emplois, les districts où des programmes importants sont actuellement menés pour améliorer les moyens d'existence et la sécurité alimentaire seront exclus.

Les appellations employées dans cette carte et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Programme alimentaire mondial (PAM) aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

Liste des sigles utilisés dans le présent document

4R	initiative en faveur de la résilience des communautés rurales
CDFA	Coût de la faim en Afrique
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FIDA	Fonds international de développement agricole
FNUAP	Fonds des Nations Unies pour le développement
HCR	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
ODD	objectif de développement durable
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONG	Organisation non gouvernementale
PDDAA	Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine
SCOPE	Système de gestion des opérations en espèces
SUN	Mouvement Renforcer la nutrition
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
ZimASSET	Programme du Zimbabwe pour une transformation socioéconomique durable (2013–2018)
ZimVAC	Comité d'évaluation de la vulnérabilité au Zimbabwe
ZUNDAF	Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement du Zimbabwe